

Quel avenir pour l'insurrection de Hongkong ?

Le mouvement de désobéissance civile, appelé « révolution des parapluies », qui agite les rues de Hongkong, se durcit face à l'intransigeance des autorités de la ville et du pouvoir de Pékin. Pourquoi une telle révolte prend-elle autant d'ampleur aujourd'hui ? Quelles chances les insurgés ont-ils d'obtenir plus de démocratie ?

La crainte d'un nouveau Tiananmen

Edmund W. Cheng

Maitre de conférences en science politique à l'Open University de Hongkong

Ce mouvement ressemble-t-il à d'autres mobilisations survenues dans le passé à Hongkong ?

Il y a des similarités et des différences. Depuis une dizaine d'années, la société hongkongaise suit un processus de radicalisation, comme l'illustrent les différentes mobilisations dont nous avons été témoins. Cette stratégie d'occupation de l'espace public est employée depuis 2006, lorsque des protestataires ont occupé une jetée proche du centre-ville pour s'opposer à sa destruction. Il y a, à ce titre, une forme de continuité qui n'emprunte rien au mouvement anticapitaliste financier Occupy Wall Street à New York, à l'automne 2011.

La grande singularité du mouvement actuel, c'est sa taille. Personne ne s'attendait à une mobilisation aussi rapide et aussi importante. Il y a aussi sa durée. Auparavant, les occupations ne duraient pas plus d'un ou deux jours, alors que le campement d'Occupy Central a été dressé il y a près d'une semaine. En outre, nous faisons face à un mouvement spontané. En 1997, les manifestations de défense des libertés qui ont accompagné la rétrocession de Hongkong à la Chine avaient été orchestrées par des ONG bien établies. Les partis politiques avaient joué un rôle significatif pour définir les slogans. La « révolution des parapluies » est différente, elle doit presque son succès à la police.

L'action de la police a accéléré la mobilisation ?

Le 29 septembre, la police a fait usage de gaz lacrymogène, ce qui a soulevé une vague de sympathie envers les protestataires. Des gens les ont rejoints ou les ont aidés à régler certains problèmes logistiques en leur offrant du matériel pour équiper le campement. Cela peut étonner vu d'Europe, où l'emploi de gaz lacrymogène est fréquent, mais dans le contexte de Hongkong, c'est relativement inédit. La dernière fois que l'on avait utilisé ce gaz contre nos propres citoyens remonte à il y a vingt ans. Les gens ne sont donc pas préparés à ce type d'action policière, d'autant que le mouvement est pacifique. Les manifestations de la place Tiananmen ont eu lieu il y a précisément vingt-cinq ans. Cette référence à cet autre mouvement étudiant pour la démocratie est présente dans les esprits. Dans les milieux plus politisés, la crainte de voir ce scénario réactivé commence à monter.

Quelle forme la radicalisation de la société hongkongaise prend-elle ?

Après trente ou quarante ans de combat pour la démocratie en s'appuyant sur les partis politiques, il

a une certaine lassitude à leur égard. Les protestataires veulent contourner, voire marginaliser, les responsables politiques. C'est ici qu'il y a une proximité avec le mouvement Occupy Wall Street. A New York et à Hongkong, on partage la même préférence pour la démocratie directe. Ceux qui participent au campement décident de l'avenir de la mobilisation.

Qui sont les manifestants ?

La plupart des protestataires sont des étudiants ou des élèves de l'école secondaire qui proviennent généralement de la classe moyenne. C'est l'impression que me laissent les trois jours que j'ai passés à Occupy Central. Les manifestants ne disent pas être là parce qu'ils sont inquiets pour leur avenir économique, mais parce qu'ils veulent un gouvernement qui les représente vraiment. Ils ne sont pas là non plus pour s'opposer au capitalisme ou au néolibéralisme, comme c'était le cas lors d'Occupy Wall Street.

Un sentiment anti-Chine est-il en train de monter ?

« Les protestataires veulent contourner, voire marginaliser, les responsables politiques. Il y a, là, une proximité avec le mouvement Occupy Wall Street »

D'une certaine manière, oui. Après la rétrocession, les manifestations ont continué à viser les autorités locales. La révolte des parapluies traduit une prise de conscience quant au pouvoir exercé par Pékin. Hongkong reste attaché à sa liberté et une identité s'est maintenant créée autour de cette valeur qui nous distingue de la Chine.

Comment voyez-vous le mouvement évoluer ?

La diffusion de photos de balles en plastique [qui auraient été utilisées par les forces de l'ordre] suscite l'inquiétude. Pourquoi la police a-t-elle accepté que ces clichés circulent ? Cherche-t-on à intimider les manifestants, à faire comprendre qu'une réponse plus musclée se prépare ? Quoi qu'il en soit, je crois que ces photos sont une réponse à l'ultimatum adressé par les étudiants aux autorités demandant la démission du chef de l'exécutif. Jusqu'à présent, les autorités attendaient tout simplement que le mouvement s'essouffle, mais elles semblent maintenant s'impacienter.

Le mouvement a pu profiter de la décade d'activité qui a accompagné la Fête nationale chinoise, le 1^{er} octobre. Mais lorsque la semaine se terminera, que les vacances se seront achevées, il est également possible que l'opinion publique bascule et que le retour au travail favorise un rejet du mouvement. La tension monte donc dans les deux camps. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER

Un mouvement étudiant à la fois légaliste et utopiste

Sebastian Veg

Directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine à Hongkong

Le mouvement de masse qui se déroule à Hongkong depuis le 26 septembre vient à mi-chemin d'un processus de réforme constitutionnelle pour mettre en œuvre l'élection au suffrage universel du chef de l'exécutif en 2017, prévue dans la Loi fondamentale de Hongkong. Si son déclencheur a été une décision rendue par l'Assemblée nationale populaire le 31 août, ses causes sont en réalité plus profondes et reflètent une évolution importante de Hongkong depuis sa rétrocession à la Chine par les Britanniques en 1997.

Le mouvement cristallise d'abord l'opposition d'une grande partie de la population hongkongaise à une définition restrictive du suffrage universel. L'article 45 de la Loi fondamentale, à l'origine négocié par les Britanniques alors qu'ils n'avaient pas appliqué le suffrage universel, prévoit que « le but ultime est que le chef de l'exécutif soit choisi au suffrage universel, après agrément des candidats par un comité de nomination largement représentatif, en accord avec les procédures démocratiques ». Pourtant, tout au long de la consultation menée par le gouvernement hongkongais cette année dans ce but, les opinions exprimées par les partisans d'une plus grande démocratisation ont été ignorées. Cette surdité s'est accompagnée d'une érosion des valeurs de l'Etat de droit, essentielles pour une vaste majorité des Hongkongais : la presse a été mise sous pression, des personnalités politiques du camp démocrate calomniées, les sites de vote parallèle en ligne ont subi des attaques informatiques.

Après un Livre blanc publié par Pékin qui remettait également en question certains principes de la Loi fondamentale (l'autonomie juridique de Hongkong), l'Assemblée nationale populaire (ANP) a rendu le 31 août un jugement accordant le suffrage universel mais l'assortissant d'une restriction du nombre de candidats à deux ou trois et de l'agrément, avec un seuil de 50 %, par un comité de nomination qui devait rester « semblable » au comité d'élection actuel, composé de représentants pro-Pékin.

Pour les démocrates, cette décision contrevient à la Loi fondamentale : le comité de nomination n'est pas largement représentatif et le seuil de 50 % représente de fait une restriction incompatible avec le suffrage universel puisqu'elle prive des candidats de leur droit d'être élu sur la base de leurs convictions politiques. C'est à la suite de cette décision que s'est déclenché un mouvement spontané de grève des cours par les étudiants, rejoints par le groupe Occupy Central with Love and Peace (OCLP), qui se préparait depuis plusieurs mois à lutter pour la démocratie par la désobéissance civile.

A un premier niveau, il s'agit donc d'un mouvement légaliste, qui demande une application plus conforme à l'esprit de la Loi fondamentale et cherche à résister à l'érosion rampante de l'Etat de droit. Les étudiants ont été prudents dans leurs revendications, ciblant non pas le gouvernement central, mais le chef de l'exécutif hongkongais, auteur du rapport politique biaisé qui constitue le fondement juridique de la décision de l'ANP. Le mouvement a pris garde à ne formuler aucune revendication qui puisse être interprétée comme un défi au pouvoir de Pékin, les étudiants du mouvement Scholarism formant par exemple une barrière humaine pour empêcher quelques manifestants de prendre d'assaut la cérémonie de lever du drapeau chinois pendant la fête nationale du 1^{er} octobre.

A un second niveau, les manifestants sont engagés dans un bras de fer pour conquérir l'opinion publique. La démocratie bénéficie d'un soutien plus mesuré parmi les Hongkongais que l'Etat de droit et les libertés fondamentales, valeurs primordiales du territoire. Pour certains, la possibilité d'élire leur dirigeant au suffrage

universel, même restreint, représente un progrès par rapport à la période coloniale. Hongkong reste une société post-coloniale aux inégalités très fortes, où ce sont en premier lieu les classes moyennes qui soutiennent la démocratisation. Elles sont prises en étau entre des classes populaires peu politisées et peu anglophones, exclues de la participation politique sous le mandat colonial, et des hommes d'affaires riches acquis à la cause de Pékin.

Alors que, depuis 2003, l'économie de Hongkong a été fortement réorientée vers les échanges avec la Chine, les investissements (notamment immobiliers) et le tourisme en provenance du continent, ce sont justement les classes moyennes qui ont subi une augmentation des loyers et une concurrence accrue pour les places à l'université. Le gouvernement hongkongais se sentent trahis par leur classe dirigeante, qu'ils soupçonnent de représenter les intérêts de Pékin davantage que les leurs.

Enfin, alors que la Chine, sur la base du large soutien dont avait bénéficié le projet de rétrocession dans les années 1980, y compris dans le camp pandémocrate, escamotait une identification croissante avec les valeurs nationalistes que porte le Parti communiste actuellement, la rétrocession a eu un effet paradoxal parmi les jeunes générations. Alors que la situation coloniale favorisait une identification avec la culture chinoise par rejet du colonisateur, le départ de celui-ci a provoqué chez les jeunes Hongkongais une perte d'intérêt pour la culture chinoise et une identification de plus en plus forte avec Hongkong, définie à la fois par la culture et la langue cantonaises, le patrimoine local, les valeurs libérales d'une ville cosmopolite, et la vitalité d'une société civile défendant les « gens ordinaires » contre les élites coloniales, anciennes et nouvelles.

Les manifestants ont pris garde à ne formuler aucune revendication qui puisse être interprétée comme un défi au pouvoir de Pékin

C'est pour toutes ces raisons que les manifestants actuels, bien conscients que les autorités sont peu disposées à faire des concessions, misent sur un mouvement de fond de décolonisation de la société et d'éveil citoyen, qui peut prendre plusieurs décennies.

En occupant les autoroutes et les tours rutilantes du nouveau complexe gouvernemental, ils cherchent à convaincre, enfin, une majorité de l'opinion publique hongkongaise de la justesse de leur combat et de l'importance de la démocratie, y compris pour améliorer les conditions de vie et les inégalités. Il ne faut donc pas enfermer le mouvement dans une dimension politique étroite qui le condamnerait inévitablement à l'échec. Il existe certes des marges de manœuvre politiques – la composition du comité électoral, un engagement à revoir la procédure d'élection après 2017, un calendrier ferme pour la réforme du mode de scrutin du conseil législatif – s'il se trouve des hommes et des femmes politiques ayant suffisamment de stature morale pour les porter.

Mais au-delà des détails techniques de la composition du comité électoral, la société civile hongkongaise a déjà remporté une grande victoire symbolique qui changera durablement la ville. ■

SEBASTIAN VEG est spécialiste d'histoire intellectuelle de la Chine moderne et contemporaine et directeur d'études à l'EHESS. Il a dirigé le numéro de la revue Critique intitulé « Hongkong prend le large » (août-septembre, Minuit, voir Le Monde du 21-22 septembre)

Affrontement par Serguei

